



Un nouveau gouvernement pour une même politique anti-ouvrière

Le nouveau gouvernement a été dévoilé ce lundi 6 juillet par l'Élysée. Un gouvernement à droite toute, pour poursuivre l'offensive anti-ouvrière tous azimuts annoncée par Macron. La nomination de Jean Castex en tant que Premier ministre ne peut que le confirmer. Loin d'être un inconnu, cet énarque de droite est un vieux briscard de la politique, dont les hospitaliers ont d'ailleurs déjà fait l'amère expérience.

« Un haut fonctionnaire qui connaît parfaitement le monde de la santé et qui est redoutable d'efficacité »

Voilà comment le présentait Édouard Philippe début avril. Qu'il connaisse bien le monde de la santé, cela reste à prouver. Mais les hospitaliers connaissent bien sa « *redoutable efficacité* » : en 2006, en tant que principal promoteur de la tarification à l'acte (dite T2A), il a introduit les logiques de rentabilité à l'hôpital, responsables – entre autres – de l'insuffisance du nombre de lits et de matériel et de l'accroissement de la pression subie par les salariés.

Une politique qu'il souhaite remettre en œuvre, lui qui compte bien se débarrasser rapidement du Ségur de la santé alors même que les quelque 6,8 milliards d'euros promis sont très loin du compte revendiqué par les hospitaliers.

Quand l'État finance l'explosion du chômage

Et comme « *la crise a aggravé fortement le déficit de nos régimes de retraite* », vient d'expliquer au *Journal du dimanche* le même Jean Castex, il s'agira également de régler « *à court terme* » les réformes des retraites et de l'assurance chômage contestées lors de tant de manifestations par les salariés.

Faire travailler plus longtemps et diminuer les allocations retraite et chômage, voilà le programme gouvernemental, alors même que pleuvent les annonces de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou encore de ventes de sites, laissant les salariés sur le carreau. Après Renault fin mai, Airbus et Air France et leurs quelque 5 000 et 7 580

suppressions de postes en France viennent s'ajouter à la longue liste des Nokia, Daimler, Bayer, Sanofi, Altice Media, etc.

Ces entreprises ont largement profité des millions du chômage partiel et des milliards débloqués pour différents secteurs : huit pour l'automobile, quinze pour l'aéronautique... Pourtant le gouvernement plaide à nouveau pour des « *incitations financières à l'embauche* »... qui finissent encore et toujours par de nouveaux licenciements.

La manœuvre devient routinière : sous prétexte de relance, l'État supprime des allocations sociales pour subventionner le patronat qui licencie.

« On est tous BorgWagner ! »

Mais les capitalistes et le gouvernement qui veulent profiter de l'accalmie estivale pour faire passer leurs crasses ne sont peut-être pas au bout de leurs surprises. Le déconfinement a déjà été marqué par des manifestations importantes d'hospitaliers, de salariés de Renault, de sans-papiers ou encore de jeunes contre les violences policières. Pas sûr alors que les travailleurs accepteront de prendre des coups sans riposter.

À Lannion, ce sont près de 5 000 personnes qui se sont légitimement mobilisées ce samedi 4 juillet en soutien aux 402 salariés de Nokia menacés de licenciement. Même configuration à Tulle où 1 500 personnes ont manifesté aux côtés des 368 salariés de BorgWagner, dont des commerçants qui ont baissé le rideau pour l'occasion.

Après tout, pari réussi pour Jean Castex qui a le « *souci de rassembler* ». Il n'avait juste pas précisé si c'était derrière son projet pro-patronal ou pour s'y opposer...

Le gréviste imaginaire

À Paris 15, les fiches de paye sont tombées et nous sommes plusieurs à nous être aperçus avec étonnement que la direction nous a décompté plusieurs jours de « grève ». En y regardant de plus près, il s'agit en fait des droits de retrait exercés pendant le Covid.

La Poste, qui ne perd pas une occasion de montrer qu'elle se moque bien de notre santé, refuse, ici comme dans de nombreux bureaux, de les reconnaître. Elle est même allée jusqu'à décompter des dimanches et jours de fermeture !

Refuser de travailler sans protection lors d'une épidémie qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts ne serait pas un motif valable selon elle !

À force d'inventer des grévistes, c'est à une vraie grève que La Poste pourrait se confronter !

Fort minable

La direction a distribué un petit-déj qui contenait des biscuits avec une petite phrase « vous êtes formidables ». Crise du Covid oblige... Celui ou celle qui a pondu ça ne connaissait pas la chanson de Stromae ? Notre réponse est dans les paroles !

Self-service

Les chauffeurs étant occupés ailleurs, il n'y a plus personne pour dispatcher les bacs. Tout est désorganisé et le risque d'accident n'est pas loin.

Encore une fois, La Poste fait du bricolage avec le sous-effectif. Et ce serait à nous de payer les pots cassés ?

Maintien de l'ordre... social

Quatre postiers du 92 sont convoqués par la police mercredi 8 juillet. La Poste a porté plainte pour « violation de domicile » pour des prises de parole dans des bureaux ! Prendre des prétextes aussi ridicules pour empêcher des militants syndicaux de s'adresser aux collègues, on aura tout vu. Les postiers n'ont rien à faire au commissariat ! Un rassemblement de soutien est organisé devant le commissariat de Rueil-Malmaison.

Sanctionnite aiguë

Vincent, facteur dans le 78 et militant syndical, était convoqué à un entretien disciplinaire le 7 juillet. La Poste n'a rien d'autre à lui reprocher que de mener son activité syndicale.

Comme l'a montré une vidéo qui a beaucoup circulé, lors du confinement, elle avait appelé la police pour l'évacuer d'un centre de distribution où il était allé constater le non-respect des mesures sanitaires.

Après avoir mis en danger la vie du personnel, La Poste veut maintenant sanctionner ceux qui s'y sont opposés. Pas question de l'accepter !

La pub de Smart : Reduce to the max, ou comment tailler dans les effectifs

Vendredi dernier, malgré ses 2,7 milliards d'euros de bénéfices en 2019, le groupe Daimler, propriétaire de Mercedes et Smart, a annoncé vouloir vendre son usine d'Hambach, sacrifiant près de 2 500 emplois – titulaires, intérimaires et salariés de sous-traitants compris.

En 2015, sous la pression du chantage à l'emploi, ces salariés avaient dû passer de 35 à 39 heures payées 37 avec gel des salaires. En contrepartie la direction s'était engagée à ne pas supprimer d'emplois jusqu'en... 2020 !

Face aux fausses promesses patronales, c'est notre survie qu'il faut imposer : pas de production sans maintien des emplois et des salaires, et embauche des précaires !

Hong Kong : et maintenant, le régime expulse les livres !

Parmi les mesures répressives faisant suite à la loi dite de sécurité nationale imposée par le régime chinois à Hong Kong et destinée à faire taire tous ceux et celles qui se mobilisent depuis des mois, de nombreux livres de militants pro-démocratie ont été retirés des bibliothèques. Les faire disparaître pour faire disparaître les idées ? Pas sûr que cela fera taire les contestataires et la révolte.

Séjour de la santé : avis de recherche !

Le gouvernement augmente de 7 milliards l'enveloppe pour les hôpitaux. De la poudre aux yeux, quand il faudrait 57 milliards pour en finir avec la casse de l'hôpital.

Où sont passés les 300 euros d'augmentation mensuelle pour tous et les embauches massives ?

Pour suivre nos publications en ligne :

www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences révolutionnaires

